

Tous ensemble pour un avenir renouvelable !

Le lobby nucléaire veut nous faire croire qu'il va remplacer trois vieilles centrales nucléaires (Mühleberg, Beznau I et II) par trois nouvelles. Mais nous ne devons pas nous laisser duper car, dans les faits, il s'agit très clairement de doubler le parc nucléaire suisse. Les trois vieilles centrales représentent une puissance cumulée de 1085 MW, alors qu'une seule de ces nouvelles centrales a une puissance de 1600 MW. Le parc nucléaire suisse actuel a une puissance de 3200 MW. Par conséquent, dans le futur, si on construit les trois centrales que nous proposent les grands électriciens, nous aurons un parc nucléaire d'une puissance de 6915 MW, soit plus du double de la puissance actuelle !

Ce n'est vraiment pas du tout raisonnable ! Ces options nucléaires coûteraient des milliards à la collectivité, alors que les mêmes électriciens qui nous les proposent n'investissent que des cacahuètes en comparaison dans les énergies renouvelables. Ces dernières sont pourtant les seules qui permettraient de retrouver une indépendance et une sécurité d'approvisionnement.

Nos politiciens doivent faire preuve de maturité et laisser leurs différends de côté pour trouver la meilleure solution pour notre pays. Le parti socialiste suisse vient de publier une étude intitulée « Une Suisse renouvelable! ». Ce document est excellent et démontre très bien ce dont notre pays est capable si l'on prend aujourd'hui les bonnes décisions. Les solutions proposées ne sont pas dogmatiques, mais au contraire pragmatiques. On entend déjà une certaine droite critiquer ce document par le seul fait qu'il provient de la gauche. Mais au lieu de critiquer, cette droite ferait bien de proposer pour le renouvelable autre chose que les peccadilles habituelles.

Lors des dernières élections fédérales, le parti Libéral suisse a rédigé une charte environnementale dans laquelle figurait, entre autre, la mise en place d'une étiquette énergétique pour les bâtiments. Cette mesure n'est pas spectaculaire mais fait un petit pas dans la bonne direction. Tous les candidats ont signé cette charte. Mais au moment de voter cet objet au Parlement fédéral en juin dernier, seul un Libéral sur quatre l'a accepté. Et lorsque cette même proposition a fait l'objet d'un vote au Grand Conseil vaudois, cette fois-ci aucune voix libérale ne l'a soutenue. Cet exemple n'a pas pour but de fustiger le parti Libéral (il n'est pas le seul à agir de la sorte), mais de montrer par un exemple concret que la droite traditionnelle n'est malheureusement pas prête aujourd'hui à prendre le leadership de propositions ambitieuses en matière énergétique et environnementale pour notre pays. Je le regrette, car je suis persuadée qu'elle compte en ses rangs des personnalités dont les idées ne demandent qu'à éclore, mais qui sont malheureusement vite remises à l'ordre.

Revenons-en à l'étude « Une Suisse renouvelable! ». Cette étude démontre que pour la seule production d'électricité, les potentiels renouvelables exploitables jusqu'en 2030 se montent à plus de 90'000 GWh, soit 3 à 4 fois plus que la production nucléaire actuelle (25'000 GWh). L'Académie suisse des sciences techniques – dont on ne peut soupçonner les membres d'être des écolos primaires – estime quant à elle un potentiel d'approvisionnement renouvelable en électricité entre 2020 et 2050 de 60'000 GWh. La différence entre ces deux chiffres provient principalement d'options politiques, à savoir prendre la décision soit de suivre la voie de l'incitation (celle que nous avons empruntée jusqu'ici et qui a montré ses limites), ou de mettre en place des règles plus volontaristes.

La rétribution à prix coûtant des énergies renouvelables, qui a été mise en place l'année dernière et qui est aussi utilisée dans plus de 13 pays européens, est un bon exemple de ce que peut faire l'État pour dynamiser ce secteur. En 8 mois, la production cumulée de tous les projets déposés représente bien plus que la production annuelle de la centrale nucléaire de Mühleberg. C'est la démonstration que nous sommes capables de véritablement développer les énergies renouvelables, et même de le faire très rapidement, alors qu'une nouvelle centrale nucléaire ne pourrait pas être mise en service avant 2025 !

Par ailleurs, rappelons aussi que l'État (Confédération, cantons et communes) est le principal propriétaire des grandes entreprises électriques de notre pays. Il est donc juste que « qui paie commande ». Dans l'immédiat, ces grandes entreprises ont choisi l'option stratégique d'investir à l'étranger dans la construction de centrales à charbon ou à gaz. Mais si elles veulent investir à l'étranger, pourquoi ne le font-elles pas par exemple dans des parcs éoliens offshore allemands ? L'auteur de l'étude précitée « Une Suisse renouvelable! », Rudolf Rechsteiner, relève qu'une seule turbine en mer du Nord (6 MW, d'un coût d'environ 15 millions de francs) produit autant d'énergie que l'eau retenue par le barrage du Grimsel, qui a coûté 170 millions de francs.

On devrait presque remercier les électriciens d'avoir lancé un débat nécessaire en proposant la construction de trois grandes centrales nucléaires dans notre petit pays. Ces propositions ont été un électrochoc salutaire dans les milieux des énergies renouvelables : elles nous obligent à démontrer aux citoyens que la production d'énergies propres et renouvelables est déjà possible aujourd'hui et maintenant.

Nous sommes à un tournant historique de notre pays sur le plan énergétique. Nous avons le choix d'investir l'argent public dans une énergie du passé – le nucléaire –, dont le problème des déchets n'a toujours pas trouvé de solution après plus de 40 ans de recherche, dont le risque est toujours croissant et dont le combustible est importé de l'étranger, avec les problèmes d'approvisionnement et économiques que cela comporte. Mais nous avons aussi le choix d'investir les deniers publics dans les énergies renouvelables, qui assurent de nombreux emplois répartis dans tout le pays, une production d'énergie propre, indépendante et sans danger, que nous serons fiers de léguer à nos enfants comme nos anciens nous ont légué les grands barrages.

Mettons de côté nos différends politiques : il est temps de faire preuve de sagesse, d'accepter les bonnes idées même si elles ne viennent pas du "bon" bord politique et de marcher main dans la main pour un pays plus sûr et plus propre.

Dr Isabelle Chevalley
présidente d'Ecologie libérale